

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2021-2022.*

Stukken van het Waals Parlement, 729 (2021-2022) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 16 februari 2022.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/31270]

17 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail, tel que modifié ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 juin 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2021 ;

Vu le protocole de négociation n°803 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 9 novembre 2021 ;

Vu le rapport du 8 juillet 2021, établi en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 70.917/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 février 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la résolution du Parlement européen du 21 janvier 2021 contenant des recommandations à la Commission sur le droit à la déconnexion (2019/2181(INL)) indique que les États membres veillent à ce que les employeurs mettent en place un système objectif, fiable et accessible permettant de mesurer la durée du temps de travail journalier effectué par chaque travailleur, dans le respect du droit des travailleurs au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel et que les travailleurs peuvent demander et obtenir l'enregistrement de leurs temps de travail ;

Considérant que ces recommandations n'ont pas d'effets immédiats, qu'il n'y a pas encore de directive et que le législateur fédéral n'a pas encore adopté de norme à ce sujet ;

Considérant que le télétravail doit s'inscrire dans un contexte général de respect, de responsabilisation et de bienveillance ;

Considérant que le crédit horaire est fixé sans préjudice de la future mise en place d'un système permettant de mesurer la durée du temps de travail journalier effectué par chaque télétravailleur, dans le respect du droit des travailleurs au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, l'alinéa 3 est complété par les mots « ou par une commission désignée par le Comité de direction qui comprend, à tout le moins, un fonctionnaire général de sa hiérarchie ».

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, la condition de l'ancienneté d'affectation peut être réduite ou supprimée sur la base d'un avis motivé du supérieur hiérarchique du rang A4 au moins. » ;

2° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 3. A l'article 5, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté, les mots « le ou les jours de télétravail arrêtés » sont remplacés par les mots « le nombre de jours maximum de télétravail par cycle de quatre semaines arrêté ».

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le télétravailleur et son supérieur hiérarchique fixent d'un commun accord les jours de télétravail. En cas de désaccord, il en est référé au supérieur hiérarchique de rang A4 au moins.

Le supérieur hiérarchique du service fixe pour l'ensemble du service, ou à défaut, par partie de service, un jour au moins de présence obligatoire par semaine. ».

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1^{er}. Sans préjudice du télétravail occasionnel, le télétravailleur n'effectue pas du télétravail plus de dix jours par cycle de quatre semaines s'il travaille à temps plein.

S'il travaille à temps partiel, le nombre de jours maximum est fixé proportionnellement à son temps de travail.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le membre du personnel peut être autorisé à effectuer du télétravail plus de dix jours par cycle de quatre semaines ou plus du nombre de jours maximum fixé proportionnellement au temps de travail en cas de travail à temps partiel, moyennant recommandation du conseiller en prévention-médecin du travail ou sur décision d'un médecin du service de contrôle médical.

Dans ce même cas, il peut être dérogé au jour de présence obligatoire fixé en application de l'article 6, alinéa 2.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le membre du personnel qui exerce une fonction d'encadrement, ne peut télétravailler qu'à concurrence de maximum huit jours par période de quatre semaines.

§ 4. Le membre du personnel qui exerce un métier qui, par nature, suppose à titre principal une présence physique, peut être autorisé à télétravailler, pour des tâches subsidiaires, un jour par semaine. Moyennant l'accord du supérieur hiérarchique, ce nombre peut être porté deux jours par semaine.

§ 5. Le télétravail s'effectue par jours entiers ou par demi-jours.

§ 6. Un crédit horaire de 7 h 36 est accordé par jour de télétravail.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le télétravailleur qui télétravaille un demi-jour ou une journée non complète en vertu d'un régime de travail à temps partiel, se voit accorder un crédit horaire correspondant. ».

Art. 7. L'article 9, alinéa 2, du même arrêté est complété par les mots « , ou sur la base de l'avis de son nouveau supérieur hiérarchique. ».

Art. 8. Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « qu'il soit mis fin avec effet immédiat à l'autorisation de télétravail » sont remplacés par les mots « que l'autorisation de télétravail soit suspendue ou qu'il y soit mis fin avec effet immédiat. Il peut également en demander la modification selon la procédure applicable en cas de nouvelle demande de télétravail. » ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « , suspendue » est inséré entre le mot « modifiée » et les mots « ou qu'il y soit mis fin » ;

b) à l'alinéa 2, les mots « ou par une commission désignée par le comité de direction qui comprend, à tout le moins, un fonctionnaire général de sa hiérarchie » sont insérés entre les mots « comité de direction » et les mots « dans le cadre de l'examen de son dossier » ;

c) à l'alinéa 3, le mot « , de suspendre » est inséré entre le mot « modifier » et les mots « ou de mettre fin ».

Art. 9. A l'article 11, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « an » est remplacé par les mots « année civile » ;

2° il est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Le télétravail occasionnel peut être effectué par jours entiers ou par demi-jours. ».

Art. 10. L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. Le télétravailleur effectue ses prestations et reste joignable durant les mêmes plages horaires que celles auxquelles il est soumis lorsqu'il effectue ses prestations dans les locaux de l'employeur. Le télétravailleur a le droit de ne pas être connecté aux outils numériques professionnels et de ne pas répondre aux appels ou textos pour un motif professionnel, en-dehors de ces plages horaires.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le télétravailleur et son supérieur hiérarchique peuvent fixer de commun accord, moyennant convention écrite, des plages horaires particulières, entre 7h30 et 18h30, différentes de celles prévues lorsqu'il preste dans les locaux de l'employeur, au cours desquelles le télétravailleur a le droit de s'absenter de son poste de travail et de ne pas être joignable pour autant qu'il accomplit 7 h 36 de travail.

En fonction des nécessités du service, le télétravailleur peut être tenu d'accomplir des prestations irrégulières, conformément à la procédure établie dans le Règlement d'ordre intérieur visé à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques.

L'employeur précise, après concertation avec les organisations syndicales représentatives, les mesures d'application qui concrétisent ce droit à la déconnexion. ».

Art. 11. A l'article 15, alinéa 3, du même arrêté, les mots « le Directeur général du Service public de Wallonie Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication ou son délégué du rang A3 ou le fonctionnaire dirigeant compétent en matière de technologies de l'information » sont remplacés par les mots « le directeur général compétent en matière de technologies de l'information ou son délégué de rang A3 ou le fonctionnaire général compétent en la matière ».

Art. 12. A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « après quatre jours de télétravail effectif » sont insérés entre les mots « est accordée » et les mots « par mois civil » ;

b) les mots « de connexion internet » sont remplacés par les mots « liés au télétravail » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le montant de l'indemnité visée à l'alinéa 1^{er} est lié à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation selon les modalités prévues à l'article 247 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. ».

Art. 13. A l'article 23 du même arrêté, les alinéas 2 à 4 sont abrogés.

Art. 14. Le membre du personnel qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, effectue déjà du télétravail, continue à télétravailler aux conditions du présent arrêté, sauf en ce qui concerne les jours de télétravail fixés dans son autorisation, qui restent d'application jusqu'à la modification éventuelle de l'autorisation.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. La Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 mars 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/31270]

17. MÄRZ 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2019 über die Telearbeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2019 über die Telearbeit in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund der am 29. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. Juli 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 9. November 2021 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 803 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Berichts vom 8. Juli 2021, der in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 28. Februar 2022 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 70.917/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass es in der Entschließung des Europäischen Parlaments vom 21. Januar 2021 mit Empfehlungen an die Kommission zum Recht auf Nichterreichbarkeit (2019/2181(INL)) heißt, dass die Mitgliedstaaten sicherstellen, dass die Arbeitgeber ein objektives, zuverlässiges und zugängliches System einrichten, das es ermöglicht die Dauer der täglichen Arbeitszeit jedes Arbeitnehmers zu messen, wobei das Recht der Arbeitnehmer auf Privatsphäre und auf den Schutz personenbezogener Daten zu wahren ist, und dass die Arbeitnehmer Aufzeichnungen über ihre Arbeitszeit anfordern und erhalten können;

In der Erwägung, dass diese Empfehlungen keine unmittelbaren Rechtsfolgen haben, dass es noch keine Richtlinie gibt und dass der föderale Gesetzgeber noch keine Rechtsvorschrift zu diesem Thema verabschiedet hat;

In der Erwägung, dass Telearbeit in einen allgemeinen Kontext von Respekt, Verantwortlichkeit und Wohlwollen eingebettet sein muss;

In der Erwägung, dass das Zeitguthaben unbeschadet der künftigen Einführung eines Systems zur Messung der von jedem Telearbeiter geleisteten täglichen Arbeitszeit festgelegt wird, wobei das Recht der Arbeitnehmer auf Privatsphäre und den Schutz personenbezogener Daten zu wahren ist;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 3 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2019 über die Telearbeit in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2021 abgeänderten Fassung wird vor die Wortfolge "angehört werden" die Wortfolge "oder von einer vom Direktionsausschuss ernannten Kommission, die zumindest einen Generalbeamten aus seiner Hierarchie umfasst," eingefügt.

Art. 2 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 3 kann die Bedingung der Zuweisungsdauer auf der Grundlage einer begründeten Stellungnahme des Vorgesetzten, der mindestens den Dienstrang A4 hat, verringert oder aufgehoben werden. ";

2° Paragraph 3 wird aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel 5 Absatz 1 desselben Erlasses wird Ziffer 2 ersetzt durch die Wortfolge "die im Einvernehmen zwischen dem hierarchischen Vorgesetzten, der mindestens den Dienstrang A4 hat, und dem Telearbeiter festgelegte Höchstzahl von Telearbeitstagen pro Vierwochenzyklus,".

Art. 4 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 6 - Der Telearbeiter und sein Vorgesetzter legen die Tage der Telearbeit einvernehmlich fest. Bei Uneinigkeit wird die Angelegenheit an den Vorgesetzten, der mindestens den Dienstrang A4 hat, verwiesen.

Der Vorgesetzte der Dienststelle legt für die gesamte Dienststelle oder, falls dies nicht möglich ist, für jeden Teil der Dienststelle mindestens einen Tag pro Woche mit Anwesenheitspflicht fest.“

Art. 5 - Artikel 7 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 6 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 8 - § 1. Unbeschadet der gelegentlichen Telearbeit leistet der Telearbeiter nicht mehr als zehn Tage pro Vierwochenzyklus Telearbeit, wenn er vollzeitbeschäftigt ist.

Arbeitet er in Teilzeit, wird die Höchstzahl der Tage proportional zu seiner Arbeitszeit festgelegt.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 kann dem Personalmitglied auf Empfehlung des Gefahrenverhütungsberater-Arbeitsarzt oder auf Beschluss eines Arztes des Dienst für medizinische Kontrolle erlaubt werden, mehr als zehn Tage pro Vierwochenzyklus oder im Falle von Teilzeitarbeit mehr als die im Verhältnis zur Arbeitszeit festgelegte Höchstzahl von Tagen Telearbeit zu leisten.

In demselben Fall kann von dem nach Artikel 6 Absatz 2 festgelegten Tag der Anwesenheitspflicht abgewichen werden.

§ 3. Abweichend von Paragraph 1 darf ein Personalmitglied, das eine Führungsfunktion ausübt, nur an höchstens acht Tagen pro Vierwochenzeitraum Telearbeit leisten.

§ 4. Einem Personalmitglied, das einen Beruf ausübt, der naturgemäß in erster Linie die physische Anwesenheit voraussetzt, kann erlaubt werden, für subsidiäre Aufgaben an einem Tag pro Woche Telearbeit zu leisten. Mit Zustimmung des Vorgesetzten kann diese Zahl auf zwei Tage pro Woche erhöht werden.

§ 5. Die Telearbeit wird in ganzen oder halben Tagen durchgeführt.

§ 6. Ein Zeitguthaben von 7 Stunden 36 Minuten wird pro Telearbeitstag gewährt.

In Abweichung von Absatz 1 wird dem Telearbeiter, der aufgrund einer Teilzeitarbeitsregelung einen halben oder nicht vollständigen Tag in Telearbeit ist, eine entsprechende Zeitgutschrift gewährt.“

Art. 7 - Artikel 9 Absatz 2 desselben Erlasses wird um die Wortfolge „, oder auf der Grundlage der Stellungnahme seines neuen Vorgesetzten.“ ergänzt.“

Art. 8 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge “dass der Genehmigung der Telearbeit mit sofortiger Wirkung ein Ende gesetzt wird.“ durch die Wortfolge “dass die Genehmigung zur Telearbeit ausgesetzt oder mit sofortiger Wirkung beendet wird“ ersetzt. Er kann auch ihre Änderung nach dem Verfahren beantragen, das bei einem neuen Antrag zur Ausübung von Telearbeit gilt. “;

2° Paragraph 2 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird zwischen das Wort “abgeändert“ und die Wortfolge “oder beendet wird.“ das Wort “,ausgesetzt“ eingefügt;

b) in Absatz 2 wird zwischen die Wortfolge “von dem Direktionsausschuss“ und die Wortfolge “angehört werden.“ die Wortfolge “oder von einer vom Direktionsausschuss ernannten Kommission, die zumindest einen Generalbeamten aus seiner Hierarchie umfasst,“ eingefügt.

c) in Absatz 3 wird zwischen das Wort “Abänderung“ und die Wortfolge “oder Beendigung“ das Wort “, Aussetzung“ eingefügt.

Art. 9 - In Artikel 11 § 1 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort “Jahr“ durch das Wort “Kalenderjahr“ ersetzt;

2° er wird um einen Absatz 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Gelegentliche Telearbeit kann in ganzen oder halben Tagen erfolgen.“

Art. 10 - Artikel 12 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 12 - Der Telearbeiter erbringt seine Leistungen und bleibt während der gleichen Zeitfenster erreichbar, die für ihn gelten, wenn er seine Leistungen in den Räumlichkeiten des Arbeitgebers erbringt. Der Telearbeiter hat das Recht, außerhalb dieser Zeitfenster nicht mit digitalen Arbeitsmitteln verbunden zu sein und berufliche Anrufe oder SMS nicht zu beantworten.“

Abweichend von Absatz 1 können der Telearbeiter und sein Vorgesetzter im gegenseitigen Einvernehmen mittels einer schriftlichen Vereinbarung besondere Zeitfenster zwischen 7.30 Uhr und 18.30 Uhr festlegen, die sich von denen unterscheiden, die für die Arbeit in den Räumlichkeiten des Arbeitgebers vorgesehen sind und während denen der Telearbeiter das Recht hat, seinen Arbeitsplatz zu verlassen und nicht erreichbar zu sein, sofern er 7 Stunden und 36 Minuten arbeitet.

Je nach den Dienstanforderungen kann der Telearbeiter verpflichtet werden, unregelmäßige Leistungen zu erbringen, gemäß dem Verfahren, das in der in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Regelung der Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen und der Leistungen im Rahmen der Wach- und Bereitschaftsdienste und zur Gewährung von Zulagen für spezifische Arbeiten genannten allgemeinen Dienstordnung festgelegt ist.

Der Arbeitgeber legt nach Rücksprache mit den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen die Anwendungsmaßnahmen fest, die dieses Recht auf Nichterreichbarkeit konkretisieren.“

Art. 11 - In Artikel 15 Absatz 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge “der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie oder sein Bevollmächtigter im Dienstrang A3 oder der in Sachen Informationstechnologien zuständige leitende Beamte“ durch die Wortfolge “der Generaldirektor, der in Sachen Informationstechnologien zuständig ist, oder sein Bevollmächtigter im Dienstrang A3 oder der in diesem Bereich zuständige Generalbeamte“ ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) zwischen der Wortfolge “Dem Telearbeiter wird“ und der Wortfolge “eine feste monatliche Vergütung“ wird die Wortfolge “nach vier Tagen effektiv geleisteter Telearbeit“ eingefügt;

b) die Wortfolge "um die Kosten für die Internetverbinding zu decken" wird durch die Wortfolge "um die mit der Telearbeit verbundenen Kosten zu decken" ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Betrag der in Absatz 1 erwähnten Vergütung ist an den Schwellenindex 138.01 vom 1. Januar 1990 gebunden, und wird den Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise angepasst nach den in Artikel 247 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegten Durchführungsbestimmungen."

Art. 13 - In Artikel 23 desselben Erlasses werden die Absätze 2 bis 4 außer Kraft gesetzt.

Art. 14 - Das Personalmitglied, das am Tag des Inkrafttretens dieses Erlasses bereits Telearbeit leistet, setzt die Telearbeit zu den Bedingungen des vorliegenden Erlasses fort, außer in Bezug auf die in seiner Genehmigung festgelegten Telearbeitstage, die bis zu einer eventuellen Änderung der Genehmigung weiterhin gelten.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 16 - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. März 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/31270]

17 MAART 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2019 betreffende telewerk

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2019 betreffende telewerk, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 juni 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juli 2021;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 803 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 9 november 2021;

Gelet op het rapport van 8 juli 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 70.917/4 van de Raad van State, gegeven op 28 februari 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat in de resolutie van het Europees Parlement van 21 januari 2021 met aanbevelingen aan de Commissie betreffende het recht om offline te zijn (2019/2181(INL)) staat te lezen dat de lidstaten ervoor zorgen dat de werkgevers een objectief, betrouwbaar en toegankelijk systeem opzetten waarmee de dagelijkse arbeidstijd van iedere werknemer kan worden gemeten, overeenkomstig het recht van werknemers op eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer en de bescherming van hun persoonsgegevens, en dat de werknemers te allen tijde de mogelijkheid hebben de registratie van hun arbeidstijd op te vragen en te verkrijgen;

Overwegende dat deze aanbevelingen geen onmiddellijke effecten hebben, dat er nog geen richtlijn is en dat de federale wetgever nog geen norm over dit onderwerp heeft vastgesteld;

Overwegende dat telewerk moet passen in een algemene context van respect, verantwoordelijkheidsgevoel en welwillendheid;

Overwegende dat het uurkrediet wordt vastgesteld onverminderd de toekomstige invoering van een systeem waarmee de dagelijkse arbeidstijd van iedere telewerker kan worden gemeten, overeenkomstig het recht van werknemers op eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer en de bescherming van hun persoonsgegevens;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2019 betreffende telewerk, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2021, wordt het derde lid vervangen als volgt : "De verzoeken worden behandeld volgens de modaliteiten vastgesteld door de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of de ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeel of door een commissie aangewezen door het directiecomité waarin ten minste een ambtenaar-generaal van zijn hiërarchie zitting heeft" .

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"Wat het eerste lid, 3°, betreft wordt de voorwaarde voor de aanwijzingsanciënniteit versoepeld of verwijderd op grond van een met redenen omkleed advies van de hiërarchische meerdere van ten minste rang A4." ; » ;

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 5, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden "de telewerkdag(en) die" vervangen door de woorden "het maximum aantal telewerkdagen per cyclus van vier weken die".

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 6. De telewerker en zijn hiërarchische meerdere stellen in gezamenlijk overleg de telewerkdagen vast. In geval van onenigheid wordt dit voorgelegd aan de hiërarchische meerdere van ten minste rang A4.

De hiërarchische meerdere van de dienst bepaalt ten minste één dag per week met aanwezigheidsplicht voor de gehele dienst of, indien dit niet mogelijk is, voor elk onderdeel van de dienst. "

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 8. § 1. Onverminderd occasioneel telewerk, telewerkt de telewerker niet meer dan tien dagen in een cyclus van vier weken indien hij voltijds werkt.

Als de telewerker deeltijds werkt, wordt het maximumaantal dagen vastgesteld in verhouding tot de arbeidstijd.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan het personeelslid, op aanbeveling van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer of bij beslissing van een geneesheer van de dienst voor geneeskundige controle, toestemming krijgen om meer dan tien dagen per cyclus van vier weken of meer dan het maximumaantal dagen dat in verhouding tot de arbeidstijd is vastgesteld in geval van deeltijdsarbeid, te telewerken.

In hetzelfde geval kan worden afgezien van de overeenkomstig artikel 6, lid 2, vastgestelde aanwezigheidsplicht.

§ 3 In afwijking van paragraaf 1 mag een personeelslid dat een staffunctie uitoefent slechts gedurende ten hoogste acht dagen per periode van vier weken telewerken.

§ 4. Het personeelslid dat een functie uitoefent die wegens haar aard hoofdzakelijk fysieke aanwezigheid vereist, kan worden toegestaan één dag per week te telewerken voor neventaken. Met instemming van de hiërarchische meerdere kan dit aantal worden verhoogd tot twee dagen per week.

§ 5. Telewerk wordt per volle dagen of per halve dagen verricht.

§ 6. Er wordt een uurkrediet van 7 uren 36 minuten per telewerkdag toegekend.

In afwijking van het eerste lid wordt aan een telewerker die in het kader van een deeltijdsarbeidsregeling een halve of een niet-volledige dag telewerkt, een overeenkomstig uurkrediet toegekend. "

Art. 7. Artikel 9, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden ", of op basis van het advies van zijn nieuwe hiërarchische meerdere. "

Art. 8. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "om onmiddellijke beëindiging van de toestemming om telewerk te verrichten" vervangen door de woorden "dat de toestemming om telewerk te verrichten wordt opgeschort of met onmiddellijke ingang wordt beëindigd De telewerker kan ook om wijziging van de toestemming verzoeken volgens de procedure die van toepassing is op een nieuw verzoek om telewerk te verrichten. " ;

2° in paragraaf 2 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden ", op te schorten" ingevoegd tussen de woorden "voorstellen de toestemming om telewerk te verrichten te wijzigen" en de woorden "of te beëindigen";

b) in het tweede lid worden de woorden "of door een commissie aangewezen door het directiecomité waarin ten minste een ambtenaar-generaal van zijn hiërarchie zitting heeft" ingevoegd tussen de woorden "door het directiecomité" en de woorden "worden gehoord in het kader van de behandeling van zijn dossier".

c) in het derde lid worden de woorden ", tot opschorting" ingevoegd tussen de woorden "beslissing tot wijziging" en de woorden "of tot beëindiging van de toestemming".

Art. 9. In artikel 11, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "jaar" vervangen door het woord "kalenderjaar";

2° het wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt:

"Occasioneel telewerk kan per volle dagen of per halve dagen verricht worden. "

Art. 10. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 12. De telewerker verricht zijn prestaties en blijft bereikbaar tijdens dezelfde uurregelingen als wanneer hij in de gebouwen van de werkgever presteert. De telewerker heeft het recht om buiten deze uurregelingen niet verbonden te zijn met professionele digitale hulpmiddelen en om oproepen of sms-berichten voor een professionele reden niet te beantwoorden.

In afwijking van lid 1 kunnen de telewerker en zijn hiërarchische meerdere door middel van een schriftelijke overeenkomst specifieke uurregelingen tussen 7.30 uur en 18.30 uur overeenkomen, die verschillen van de uurregelingen die zijn voorzien wanneer hij in de in gebouwen van de werkgever zijn prestaties verricht, tijdens welke de telewerker het recht heeft van zijn werkplek afwezig te zijn en niet bereikbaar te zijn, voor zover hij 7 uur 36 per dag presteert.

Naar gelang van de behoeften van de dienst kan van de telewerker worden verlangd dat hij onregelmatige prestaties verricht, volgens de procedure vastgesteld in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken.

De werkgever bepaalt, na overleg met de representatieve vakbondsorganisaties, de toepassingsmaatregelen die dit recht om offline te zijn concretiseert.”.

Art. 11. In artikel 15, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën of door diens afgevaardigde van rang A3 of door de leidend ambtenaar bevoegd inzake informatietechnologieën” vervangen door de woorden “directeur-generaal bevoegd inzake informatietechnologieën of diens afgevaardigde van rang A3 of de terzake bevoegde ambtenaar-generaal”.

Art. 12. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “na vier dagen effectief telewerk” ingevoegd tussen de woorden “euro wordt” “per kalendermaand”;

b) de woorden “kosten van de internetverbinding” worden vervangen door de woorden “kosten in verband met telewerk”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“Het bedrag van de in het eerste lid bedoelde vergoeding wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990 en is gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 247 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenencode.”.

Art. 13. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de leden 2 tot en met 4 opgeheven.

Art. 14. Het personeelslid dat op de dag van inwerkingtreding van dit besluit reeds telewerkt, blijft onder de voorwaarden van dit besluit telewerken, behalve wat betreft de in zijn toestemming vermelde telewerkdagen, die van kracht blijven totdat de toestemming wordt gewijzigd.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 16. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 maart 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/20535]

24 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie concernant le SPW Digital. — Erratum

La publication de l'arrêté susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 11 mars 2022, à la page 19565, est annulée.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/20535]

24. FEBRUAR 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 zur Festlegung des Stellenplans des Öffentlichen Dienstes der Wallonie bezüglich des ÖDW Digital — Erratum

Die im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. März 2022 auf Seite 19565 erfolgte Veröffentlichung des vorerwähnten Erlasses wird für nichtig erklärt.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/20535]

7 FEBRUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018 betreffende de organieke personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst Digitale Technologieën. — Erratum

De bekendmaking van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt op blz. 19565 van het *Belgisch Staatsblad* van 11 maart 2022 wordt nietig verklaard.